



Enjeux de la mandature communale & Finances Locales 2019



CONTEXTE

Mandature précédente

Analyse 2018:

Situation budgétaire globalement saine


- Solde budgétaire positif (+)
- Niveau d'endettement faible et en recul (+)
- Mais recul des investissements (-)



NOUVELLE MANDATURE (2019-2024)

- Incertitudes postélectorales
- 4 enjeux financiers incontournables:
 - Le coût des pensions du personnel nommé
 - La tension entre le vieillissement en général et la croissance démographique dans les grandes villes
 - Impact du tax shift
 - La nécessité des investissements



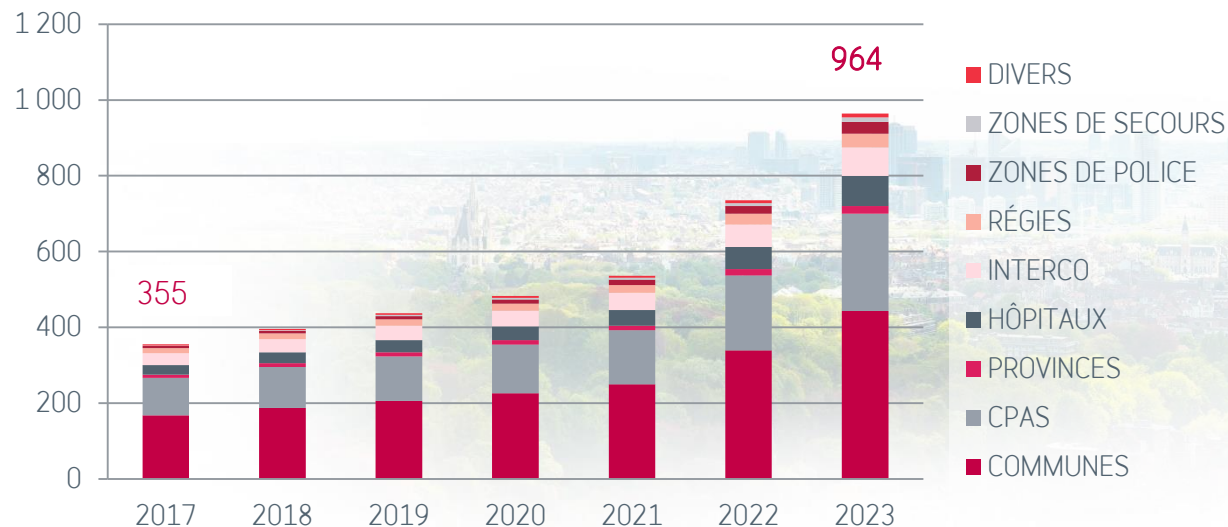


Au cours de cette mandature,
3 communes sur 4 subiront
un effet boomerang sévère
au niveau des pensions

L'effet boomerang des pensions – Cette mandature en sera le point d'impact

La facture des pensions sera une réalité incontournable au cours de la nouvelle mandature et ce, au niveau de chaque type d'administration

Projection de la cotisation de responsabilisation – en mio EUR





Quelles sont les causes de cet effet boomerang?

Quelles communes sont concernées?

L'effet boomerang des pensions - Deux systèmes de pension au niveau local

- **Statutaire** → système de répartition spécifique pour la fonction publique locale
- **Contractuel** → régime général des pensions pour les travailleurs salariés



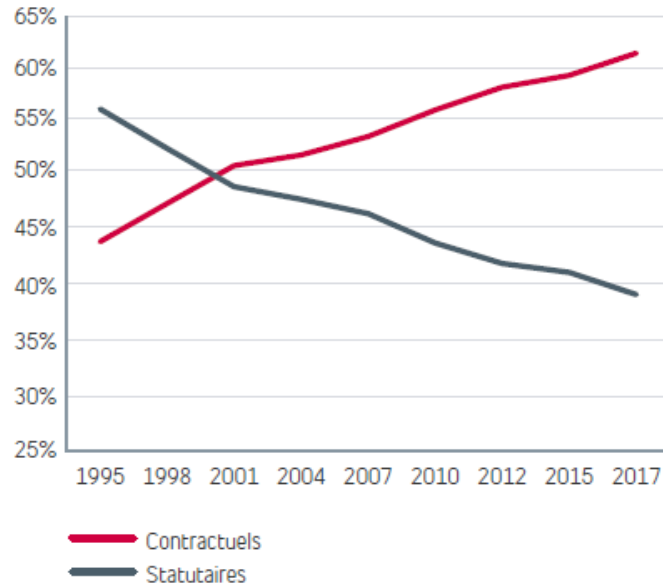
Totalement à charge des pouvoirs locaux (sans intervention structurelle du Fédéral et des Régions)

Système de répartition (quasi généralisé depuis 2011) mais reposant sur un nombre limité de cotisants (+/- 120.000) et en léger recul

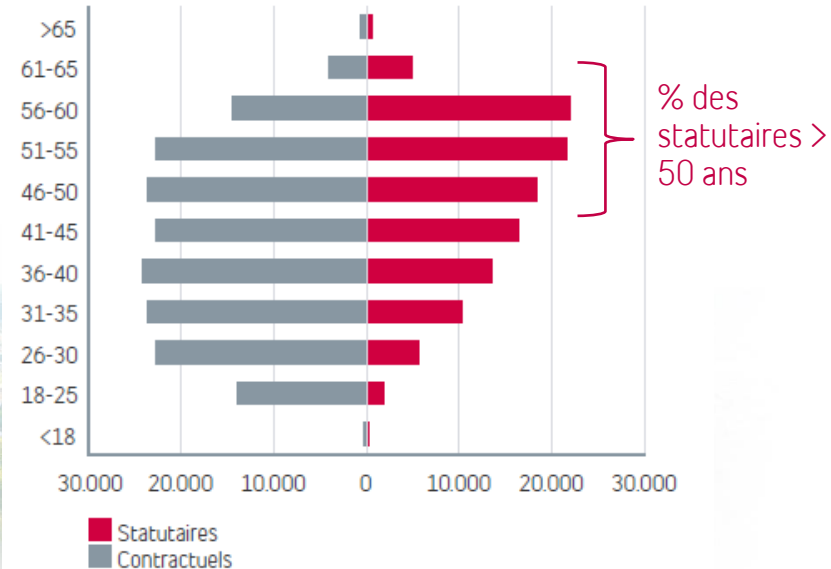


L'effet boomerang des pensions - Les évolutions créent un déséquilibre

Evolution de la répartition des agents statutaires et contractuels dans les administrations locales (1995-2017)

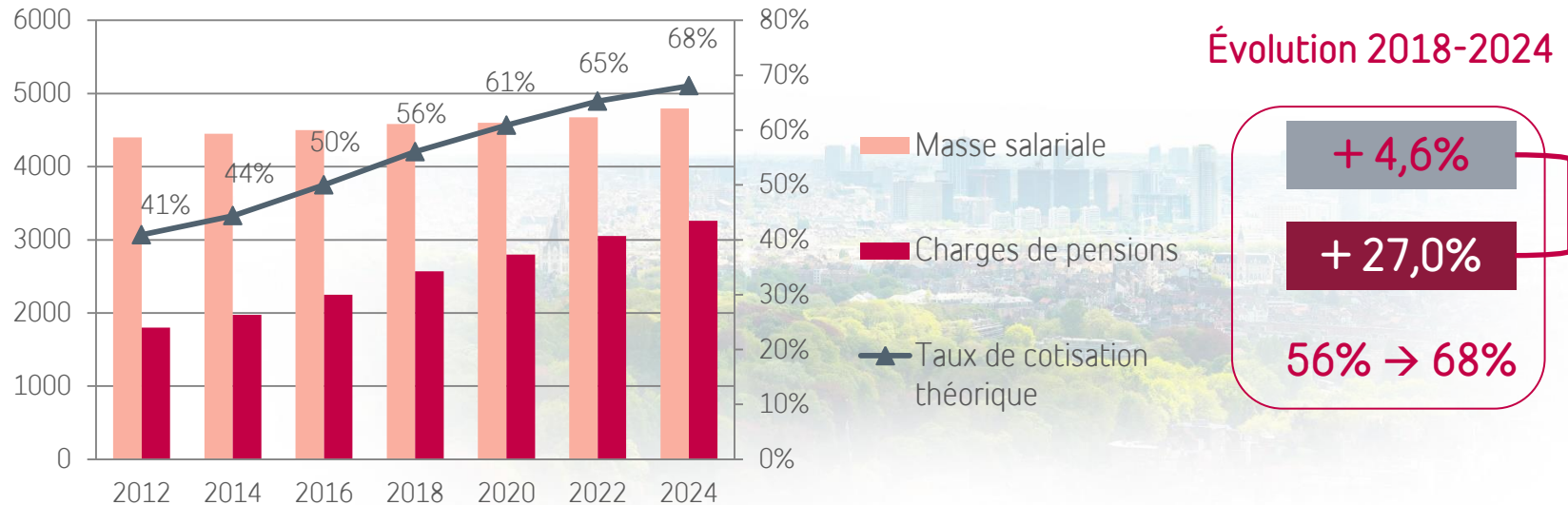


Pyramide des âges du personnel des pouvoirs locaux selon le statut



L'effet boomerang des pensions - Les charges de pensions augmentent plus que la masse salariale

Les charges de pensions progressent beaucoup plus rapidement que la masse salariale (= base de cotisation)



L'effet boomerang des pensions - Sources de financement

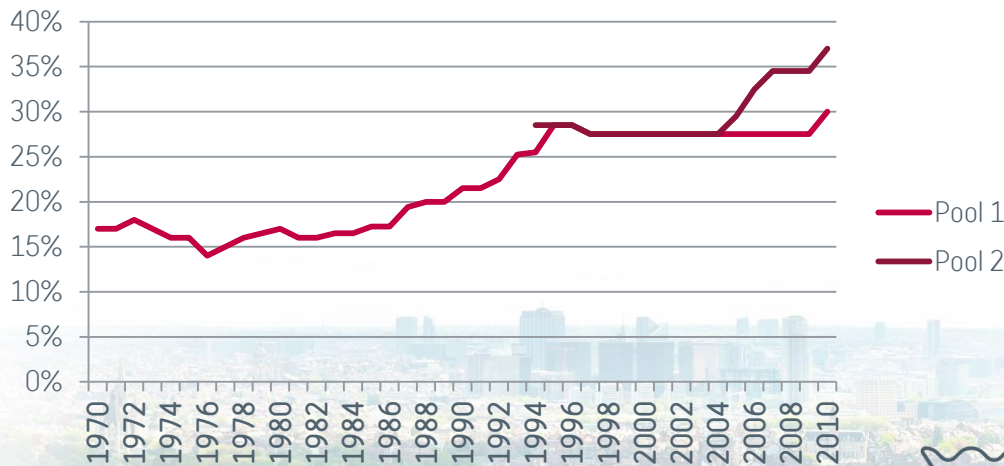
Avant la réforme de 2011



Cotisation de base



Réserves financières



Réserves épuisées

Malgré la hausse des taux de cotisation, le régime de pension est déficitaire (2010)



L'effet boomerang des pensions - Sources de financement

Depuis la réforme de 2011



Cotisation de base

Convergence vers un **taux unique de 41,5%** pour tous les pouvoirs locaux



Cotisation de responsabilisation

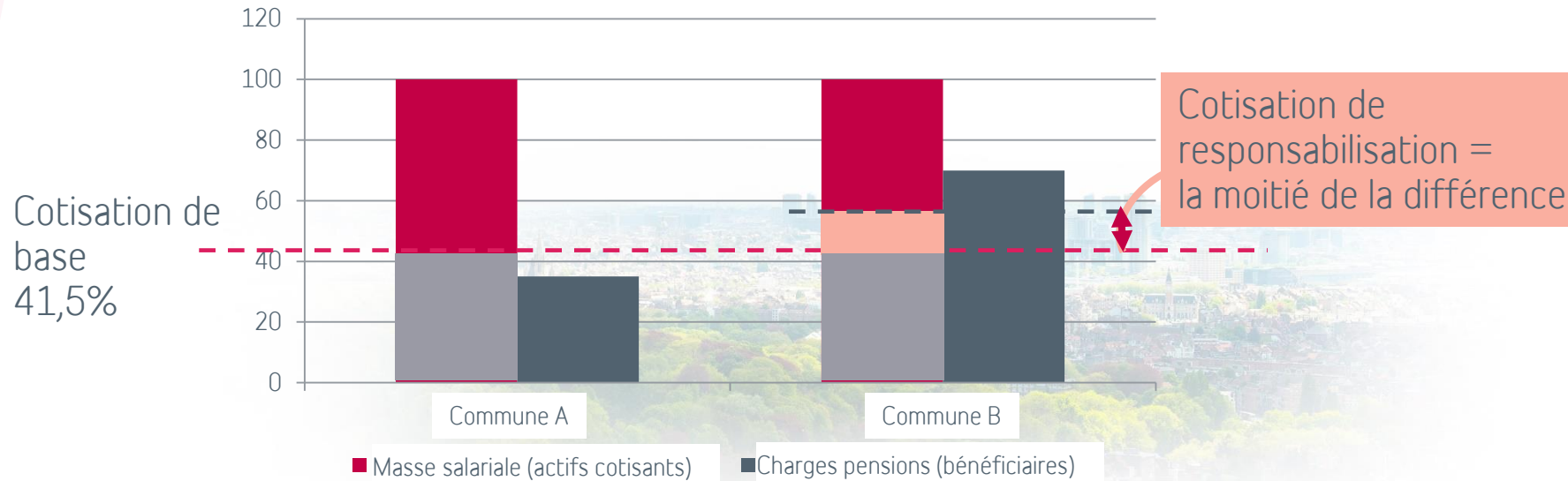
= **cotisation complémentaire** pour les «déficitaires» de la solidarité

Uniquement si cotisation de base < coût réel des pensions
Taux initial = **50%** de la différence



L'effet boomerang des pensions - Sources de financement

Depuis la réforme de 2011



L'effet boomerang des pensions - De lourdes charges pèsent sur les pouvoirs locaux

La loi prévoit une adaptation des taux de cotisation afin d'équilibrer annuellement le régime de financement



La totalité du bouclage financier repose sur les pouvoirs locaux

Évolution des cotisations de base et de responsabilisation (2019-2029)

	Réduction Cot. de base	Cotisation de base	Cotisation de respons.
2019	3,0%	41,5%	50,0%
2020	3,0%	41,5%	50,0%
2021	3,0%	41,5%	53,0%
2022	3,0%	43,0%	70,0%
2023	3,0%	43,0%	74,0%
2024		44,5%	81,0%
2025		46%	85,0%
2026		47,5%	85,0%
2027		50,0%	85,0%
2028		51,4%	85,0%
2029		52,3%	85,0%

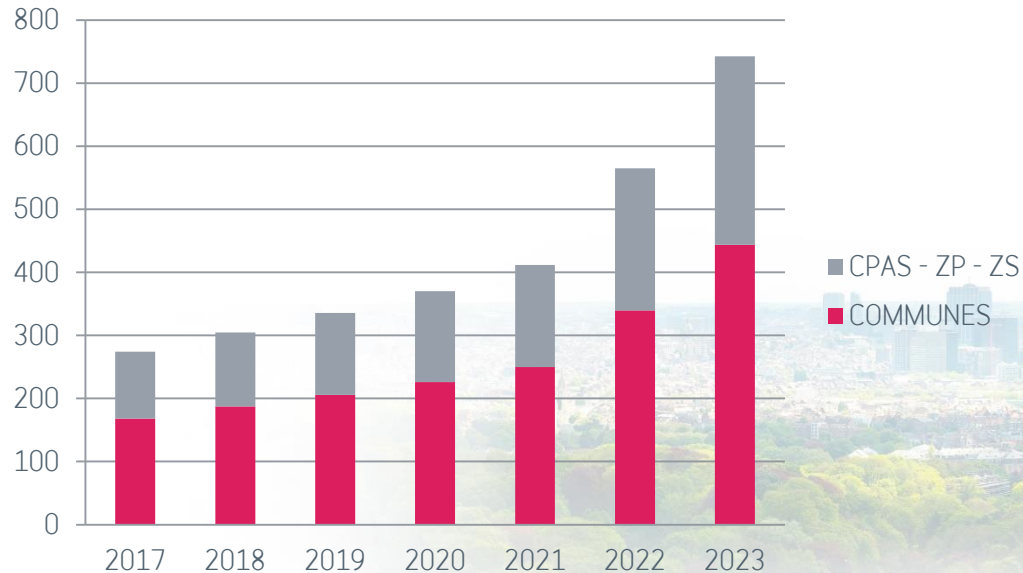
2019-2024

Sur la base des estimations de l'ONP



L'effet boomerang des pensions - Des cotisations en forte hausse

Projection de la cotisation de responsabilisation - en mio EUR



Sur la base des estimations de l'ONP



Cotisation de responsabilisation

- Montant important au niveau macroéconomique
- Mais fortes disparités individuelles





Quelles sont les causes de cet effet boomerang?

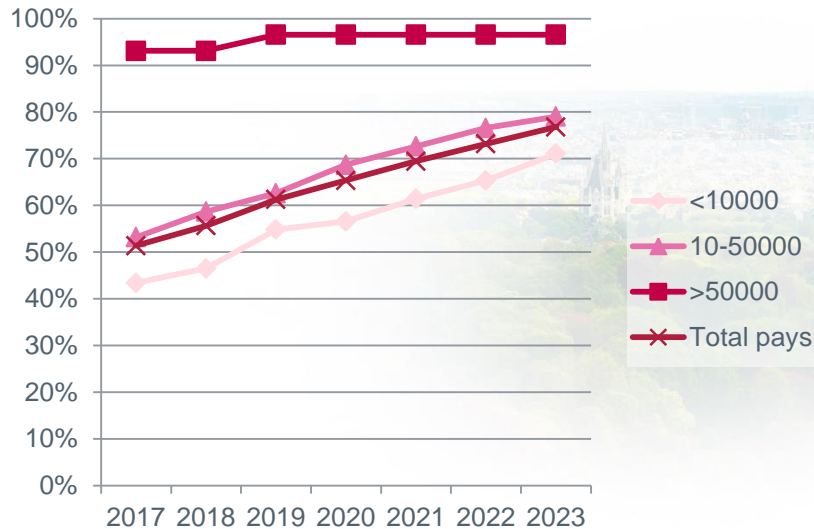
Quelles communes sont concernées?

L'effet boomerang des pensions - Toujours plus de communes concernées

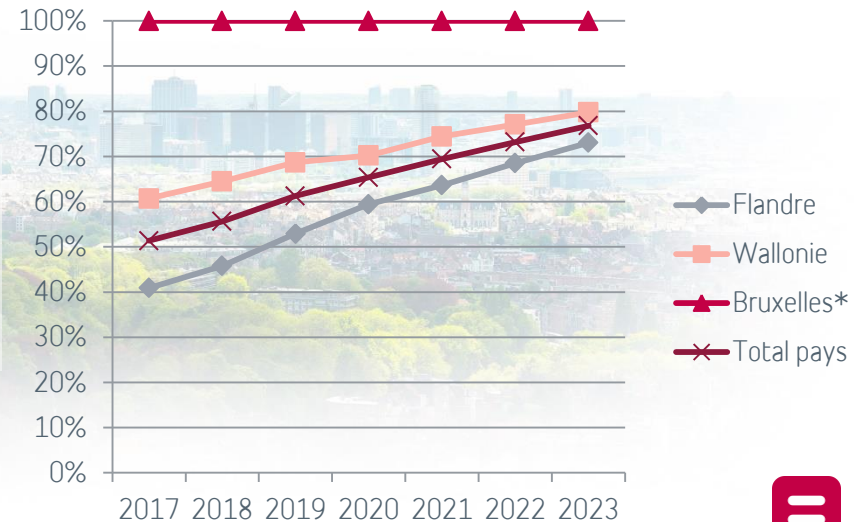
- Nombre croissant de communes «responsabilisées» (50% en 2017 → + de 75% en 2023)
- La majorité des grandes villes sont déjà concernées

Évolution (2018-2023) du % de communes soumises à une cotisation de responsabilisation

Par taille de commune

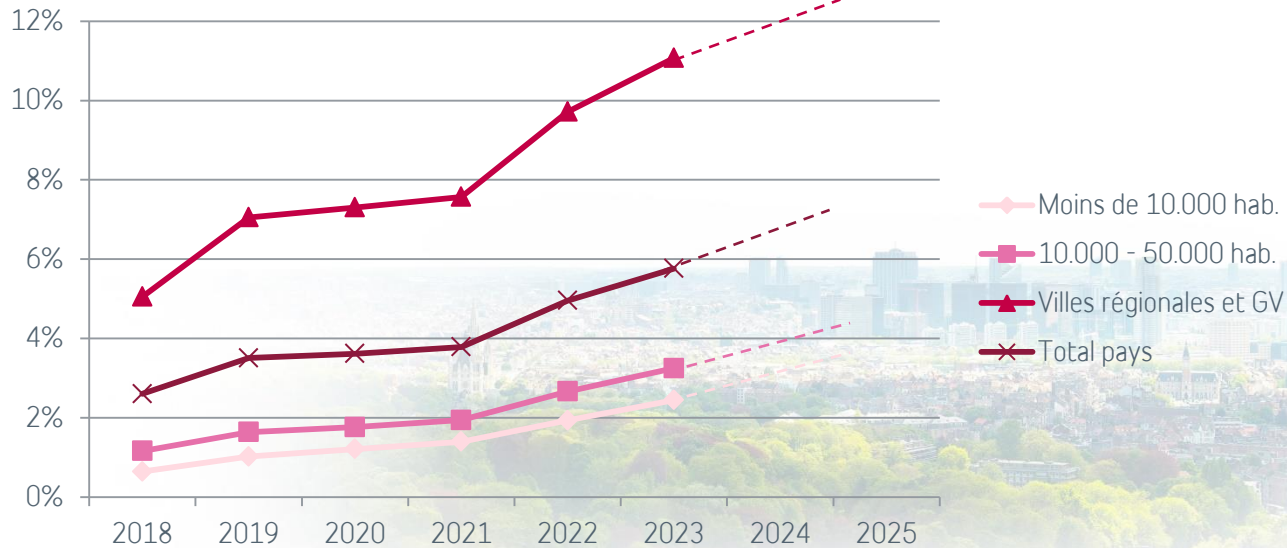


Par région



L'effet boomerang des pensions - Les pensions accaparent plus de recettes

Les charges de pensions vont absorber une **part croissante des ressources communales** → cotisation de responsabilisation en % recettes fiscales



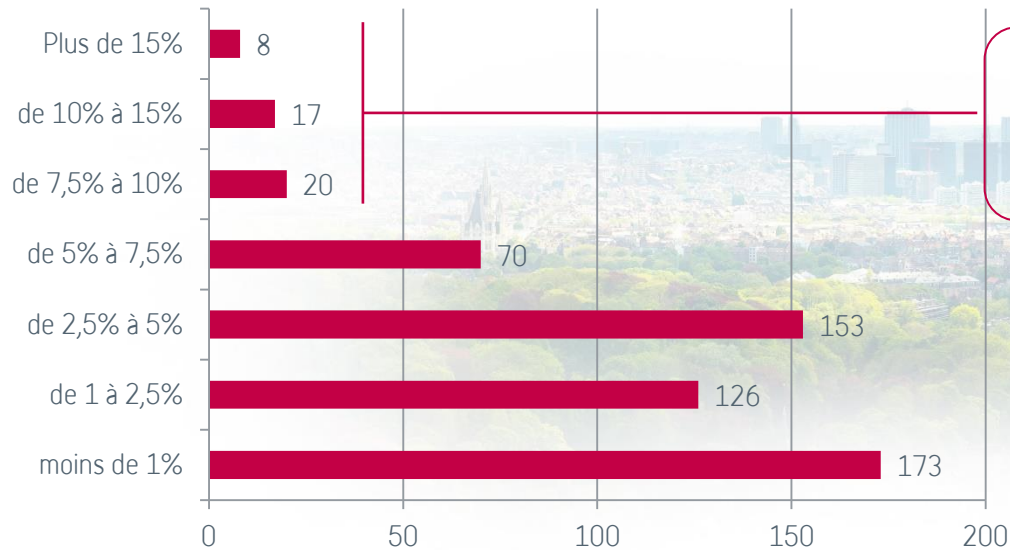
Chiffres 2017 revus à la hausse par ONP
+ impact taux de base
+ impact entités consolidées (CPAS, ZP, ZS...)



L'effet boomerang des pensions - Plus d'impact dans les grandes villes

Les charges de pensions vont absorber une part croissante des ressources communales: plus de **15% des recettes fiscales** pour une dizaine de communes

Nombre de communes selon l'importance de la cotisation de resp. 2023 **exprimée en % des recettes fiscales**



Dont majorité des grandes villes
(45 communes = 25% de la population du pays)



La problématique des pensions: Pas de solution toute prête!

Ressources propres des communes?

- Fiscalité (capacités fiscales? Taux d'imposition déjà les + élevés dans les GV)
- Recours à l'emprunt (dérogation tutelle?)

Apport d'un financement externe?

- Cf. avis de la Commission de réforme des pensions
- Intervention fédérale dans le régime de financement
- Aides régionales (autorités de tutelle) / réforme subsides PL

Adaptation modalités Pension (réduction coûts)?

- Impact de la loi de 2018 (pension mixte / généralisation 2^e pilier)
- Hausse part de la cotisation travailleurs (7,5%)?



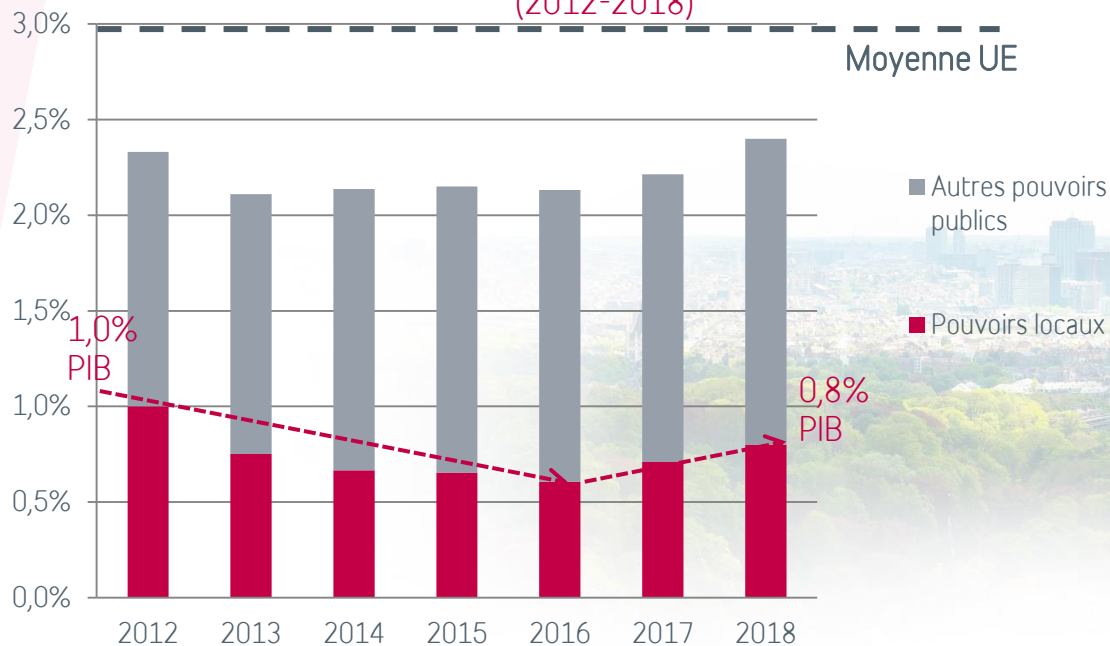


Quel impact sur les investissements?

De la marge pour investir

Au cours de la dernière mandature communale, une **réduction des investissements locaux** avait déjà été observée

Évolution de l'ensemble des investissements publics
(2012-2018)



- 2017 = 80% du niveau de 2012
- Le faible niveau d'investissement des pouvoirs locaux renforce le niveau de sous-investissement public en Belgique (2,4% du PIB contre +/- 3% en UE)

Source: ICN

↳ 2016: 0,6% PIB = niveau le plus faible depuis 30 ans!



De la marge pour investir

Quelles pistes pour relancer les investissements?

- Renforcer et simplifier les mécanismes de subsidiation
 - Assouplir les règles comptables et budgétaires
 - Améliorer la gouvernance des projets d'investissement
 - Recourir aux formules alternatives de financement
- + réduire les incertitudes budgétaires, dont les pensions



Les investissements nécessaires pour faire face aux enjeux



- Répondre aux besoins de la population (vieillesse, expansion démographique des grandes villes)
- Enjeux sociétaux nouveaux / efficacité énergétique / Mobilité Smart / Digitalisation
- Préserver le patrimoine (vétusté voirie communale, rénovation bâtiments)
- Impact + sur économie (35% des investissements publics) – Cf. Pacte national d'investissement



De nombreux enjeux

Dossier «enjeux» de la nouvelle mandature (2019-2024)

Triptyque:

- Défis sociétaux
- Gouvernance
- Enjeux financiers

Disponible sur notre site:
belfius.be/etudes





Zoom sur...



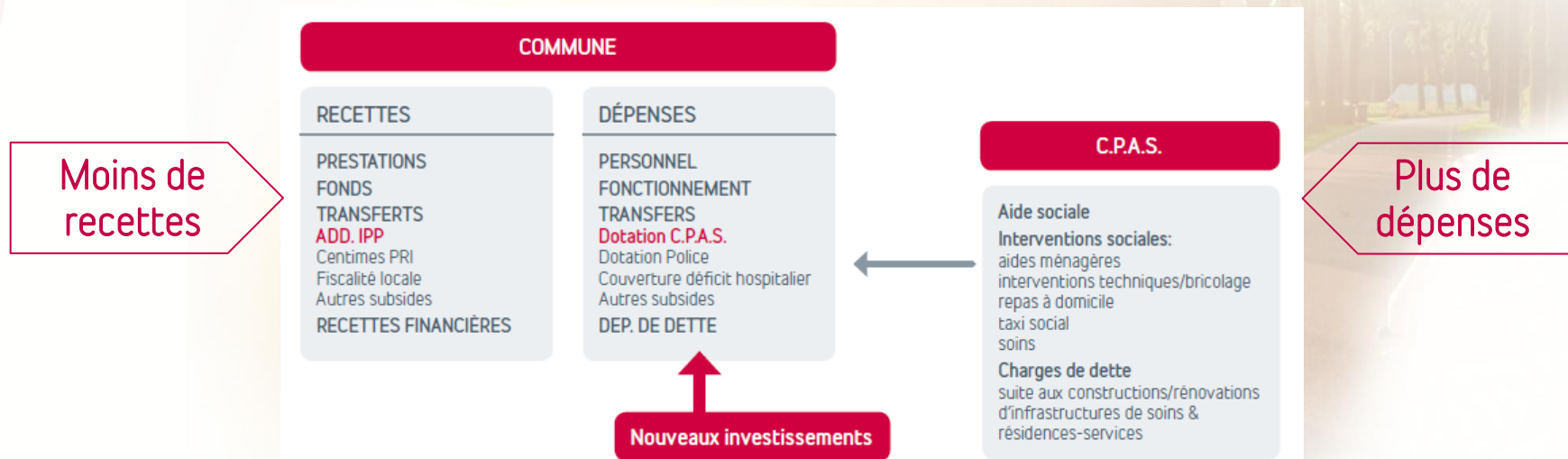
- Évolution démographique
- Développement durable
- (R)évolution digitale
- Contexte macroéconomique



Le vieillissement
exerce une pression supplémentaire
sur les budgets communaux,
grandes disparités régionales

Vieillesse - Impact sur les finances et la politique communales

Enjeu: maîtriser les équilibres (entre offre et demande de services publics locaux et capacité financière)



Impact sur de nombreuses politiques «transversales»:

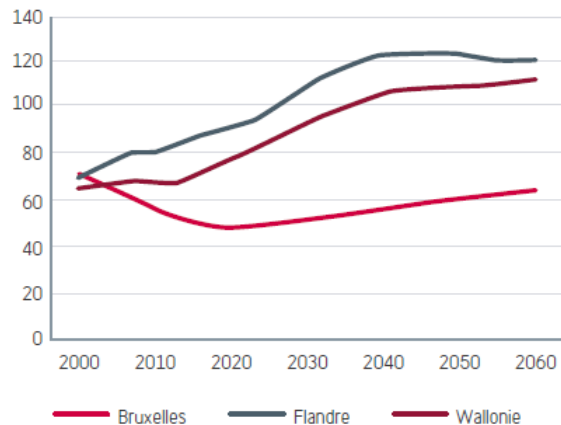
- Aménagement urbain et du territoire
- Gestion de la diversité et de la cohésion sociale / intergénérationnelle



Viellissement- Tendances générales, disparités locales

Tendances générales du vieillissement de la population

Perspectives d'évolution du coefficient de vieillissement² selon les Régions (2000-2060)



mais fortes disparités locales

Variabilité des indicateurs démographiques au niveau communal (2018)

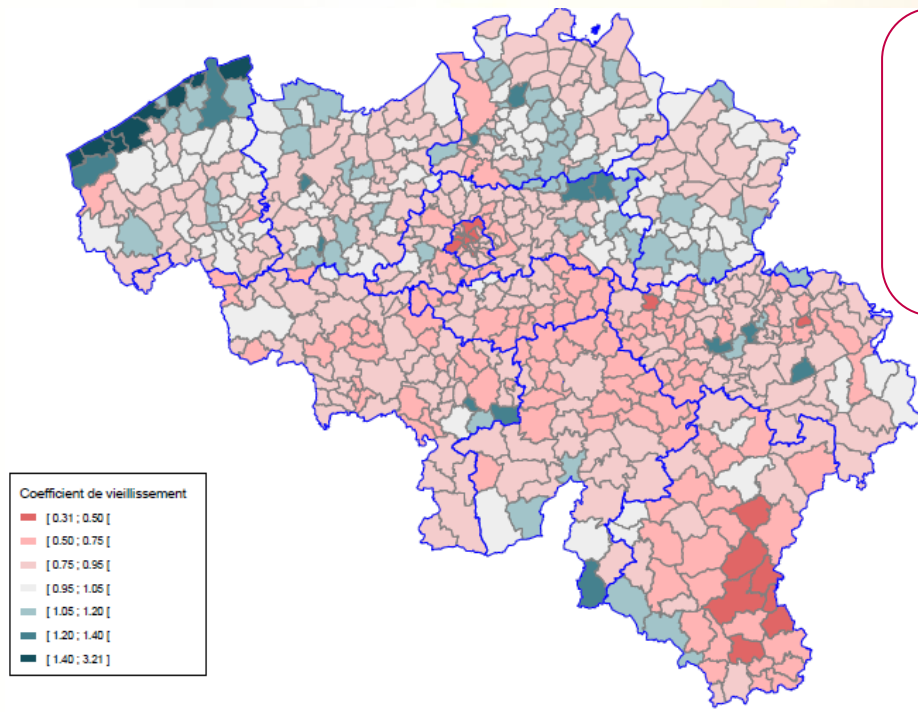
	Minimum	Moyenne	Maximum
Pop. âgée de 75 ans et plus (en % pop. totale)	3,5%	9,2%	17,0%
Âge moyen	33,7	41,5	52,6
Taux de croissance de la population (2008-2018)	-5,7%	6,7%	23,6%

Source: Calculs Belfius sur la base des données 2018 du SPF Economie - DGSIE.



Vieillesse- Un impact davantage ressenti dans certaines communes

Dynamique démographique



Coefficient de vieillissement

Population de plus de 65 ans

Population de moins de 20 ans





Développement durable –
Les communes jouent un rôle
de levier dans la lutte pour le climat

Développement durable - Actions concrètes des pouvoirs locaux

Efficacité énergétique

- Isolation bâtiments communaux
- Véhicules propres



Stimuler une mobilité durable au niveau communal

- Pistes cyclables et parking vélo
- Mise en place de zones «basses émissions»
- Réaménagement urbain (zones piétonnes...)



Développement durable - Actions concrètes des pouvoirs locaux

Plan climat au niveau local dans le cadre de la «Convention des maires»



- la réalisation d'un inventaire des émissions de gaz à effet de serre produites sur le territoire et l'élaboration d'un plan d'action en faveur de l'énergie durable avec les divers acteurs locaux
- la mise en œuvre et le suivi du plan d'action par une équipe dédiée



Plus de 75% des communes se sont engagées





QU'OBSERVONS-NOUS
DANS LES BUDGETS 2019?

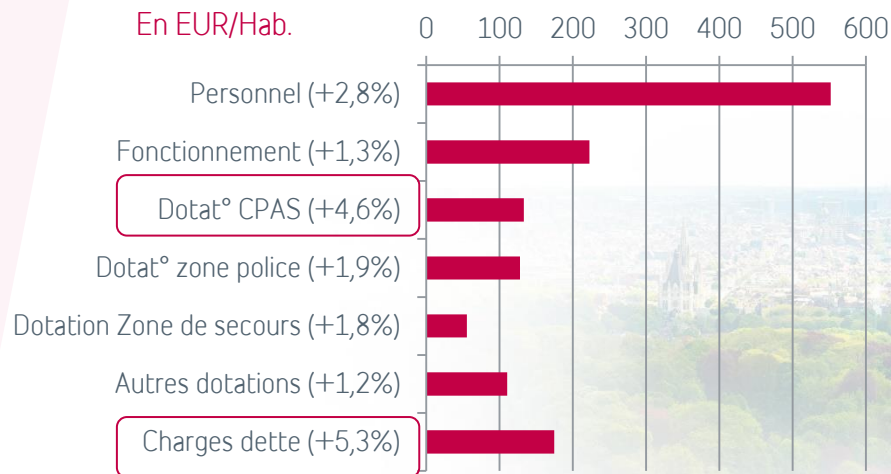
Recettes et dépenses d'exploitation

Situation financière à partir des budgets 2019 - Communes wallonnes

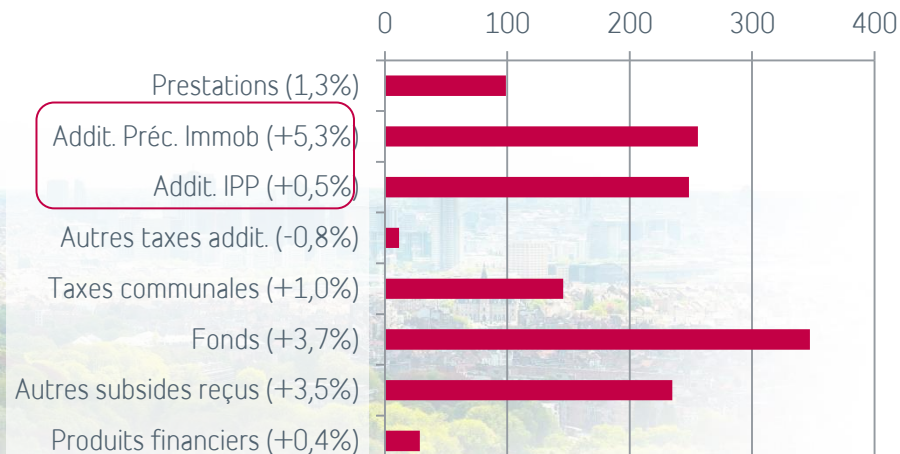


Dépenses ordinaires : +2,8%

En EUR/Hab.



Recettes ordinaires : +2,6%

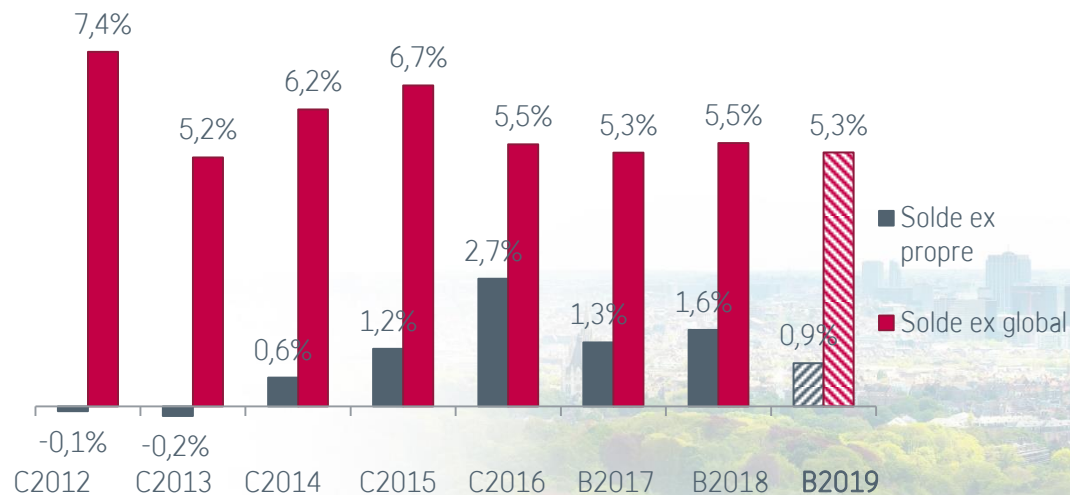


Équilibre financier



Situation financière à partir des budgets 2019 - Communes wallonnes

Soldes en % des recettes ordinaires



Le solde en boni de l'exercice propre du budget 2019 se détériore (- 14 mio EUR)
 Mais favorablement influencé par:
 Crédit spécial de recettes (+/- 30 mio EUR)
Cotisation responsabilisation
 «pension» - ex. ant. (45 mio EUR)

Nombre de communes présentant un budget en déficit (ex. propre)	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Communes en mali	88	96	36	5	2	1	0	Min. 2

Obligation depuis 2014 de présenter un budget à l'équilibre à l'exercice propre

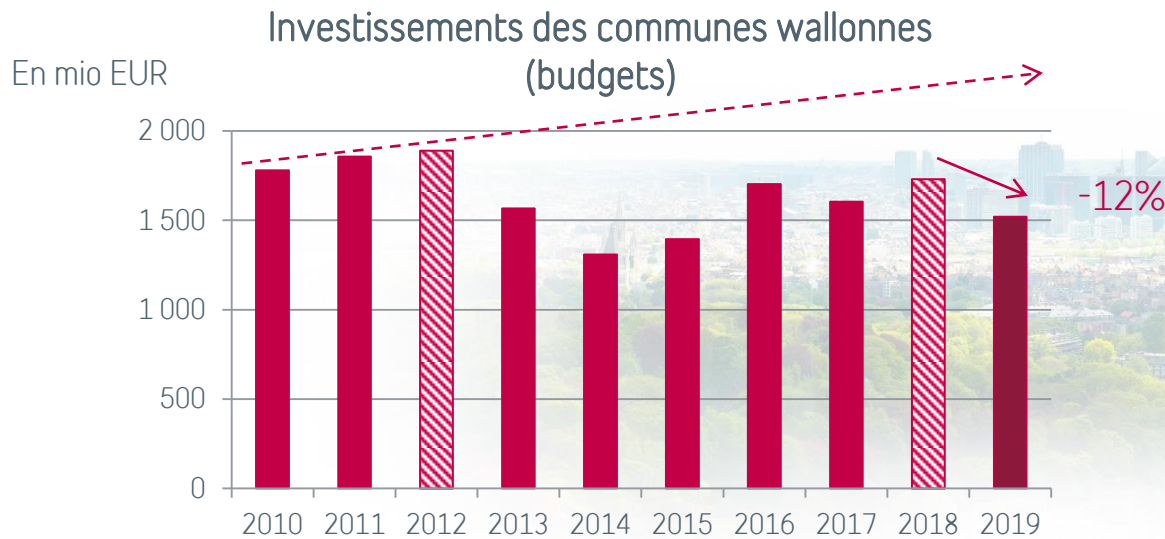


Investissements



Perspectives d'évolution des investissements à partir des budgets 2019?

→ 2019: recul de +/- 30% mais phénomène habituel la 1^{re} année de la mandature communale («cycle d'investissement»)



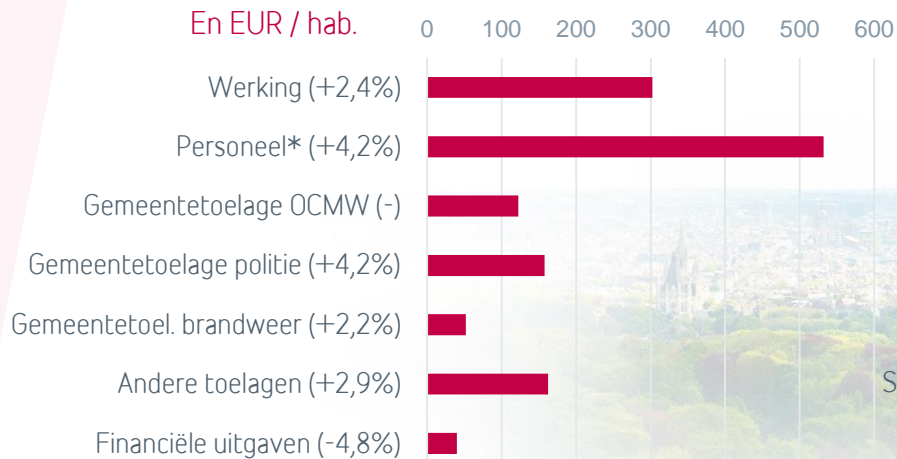
Dépenses et recettes d'exploitation



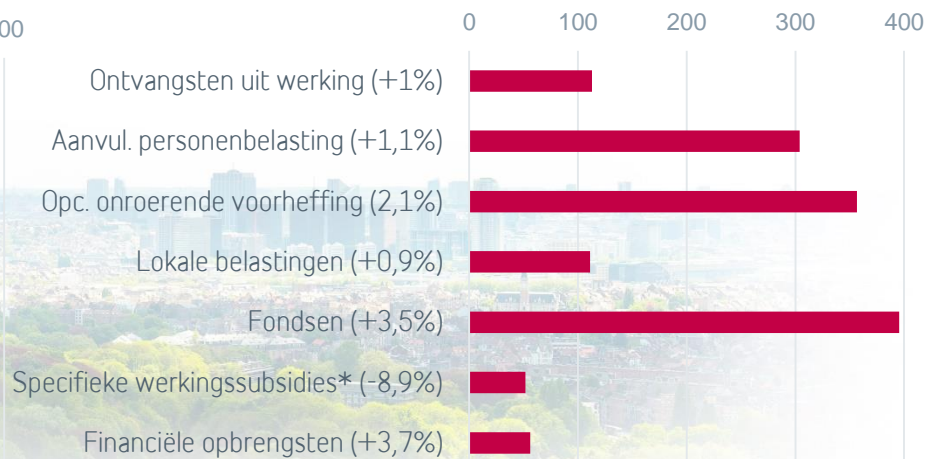
Comment les finances évoluent-elles dans le budget 2019? – Communes flamandes

Dépenses d'exploitation: +1,1 %

En EUR / hab.



Recettes d'exploitation: +2%



- Sans le personnel de l'enseignement subventionné (109 EUR/hab.)

Source: data Finances Locales Flandre



Équilibre financier



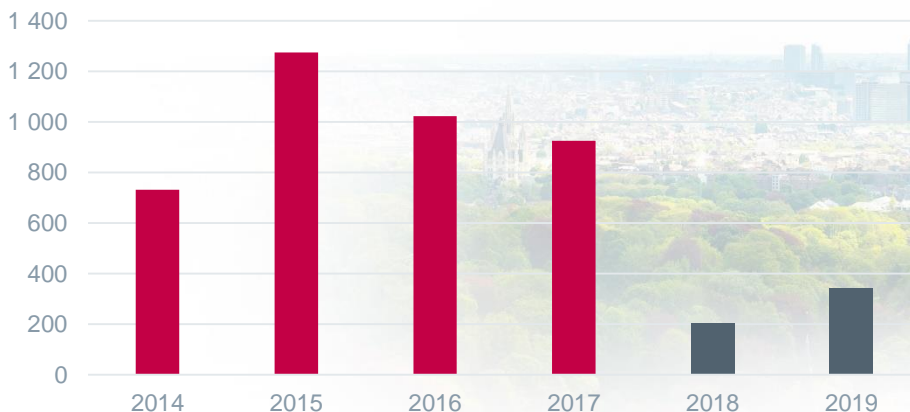
Comment les finances évoluent-elles dans le budget 2019? – Communes flamandes

Critère d'équilibre respecté

- Annuel: résultat de caisse ≥ 0
- Équilibre structurel avec MAF ≥ 0

Marge d'autofinancement (MAF)

en mio EUR



Comptes annuels

Budget

MAF = tampon financier

Budget 2019:
340 mio EUR
52 EUR/hab.

= 3,4% des recettes
d'exploitation

Aux comptes annuels > 10%

L'exploitation offre une marge
pour une politique
(base financière)



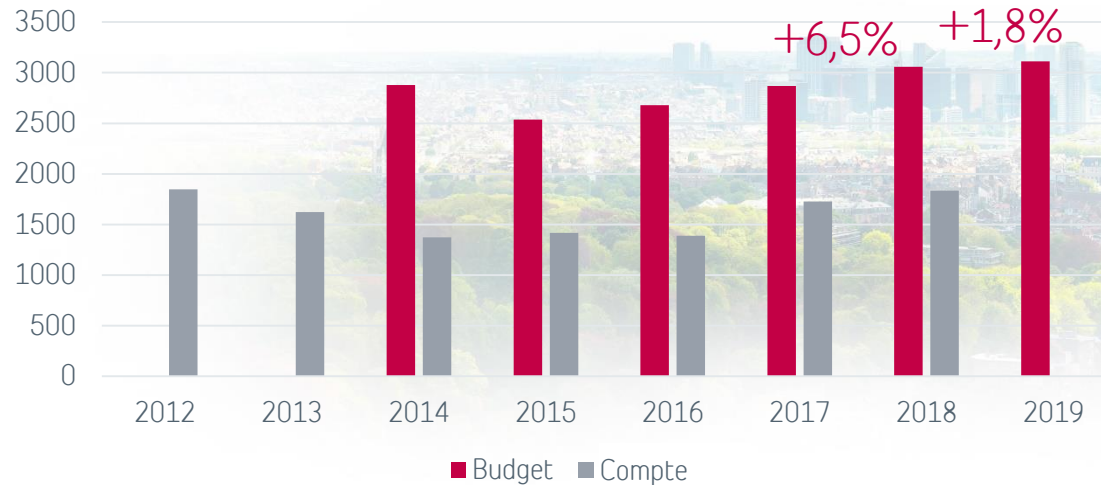


Investissements

Des perspectives d'investissement au budget 2019?

- 2019: l'intention d'investir demeure
- Les chiffres comptables traduisent l'effet du «cycle d'investissement»
- Le taux de réalisation est plus important en fin de mandature (60%)

en mio EUR Évolution des investissements des communes flamandes

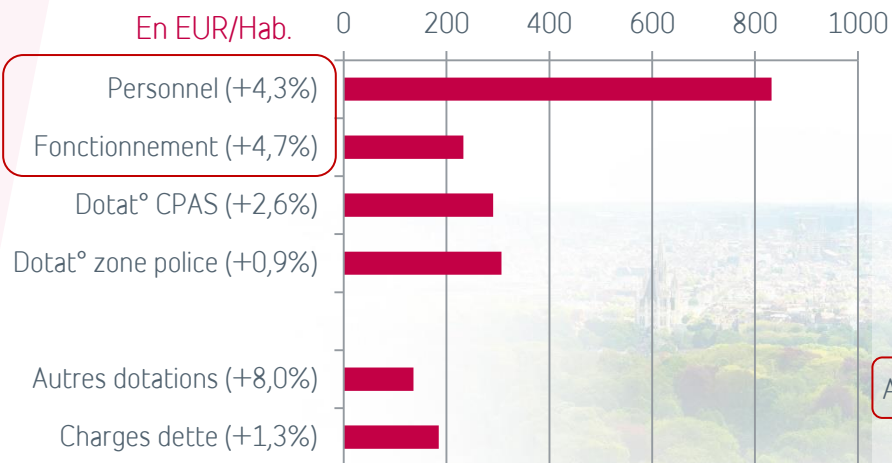


Recettes et dépenses d'exploitation

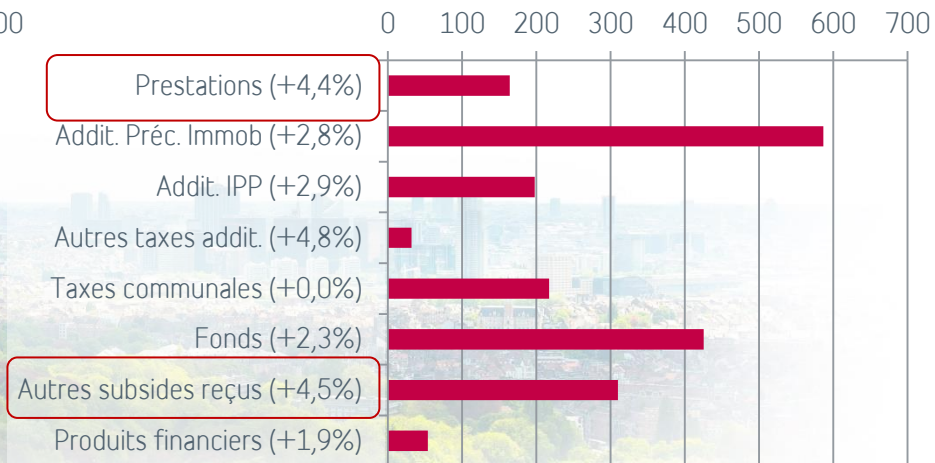


Situation financière à partir des budgets 2019 - Communes bruxelloises*

Dépenses ordinaires (Budgets 2019) : +3,5%



Recettes ordinaires (Budgets 2019) : +2,8%

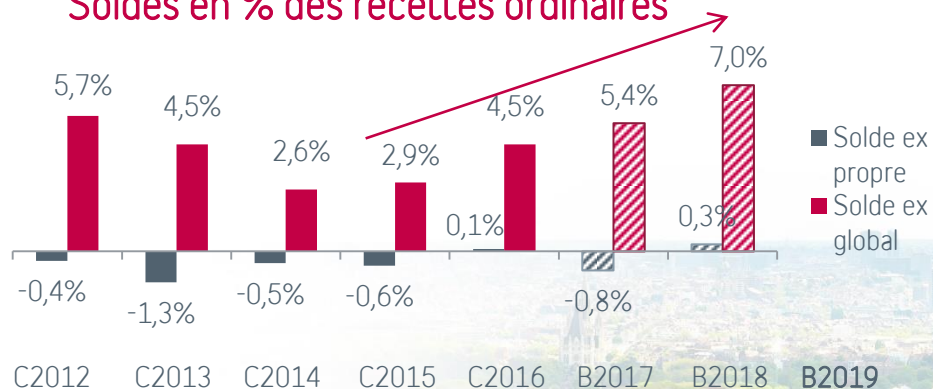


Équilibre financier



Situation financière à partir des budgets 2019 - Communes bruxelloises *

Soldes en % des recettes ordinaires



Poursuite de l'amélioration des soldes budgétaires depuis 2015
Recul du nombre de communes déficitaires à l'exercice propre

Nombre de communes présentant un budget en déficit (ex. propre)	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	En mio EUR		
								2018	2019	
Communes en mali	11	10	10	5	7	5	3	Solde ex. propre	6,2	6,3
								Solde ex. global	176,2	193,6

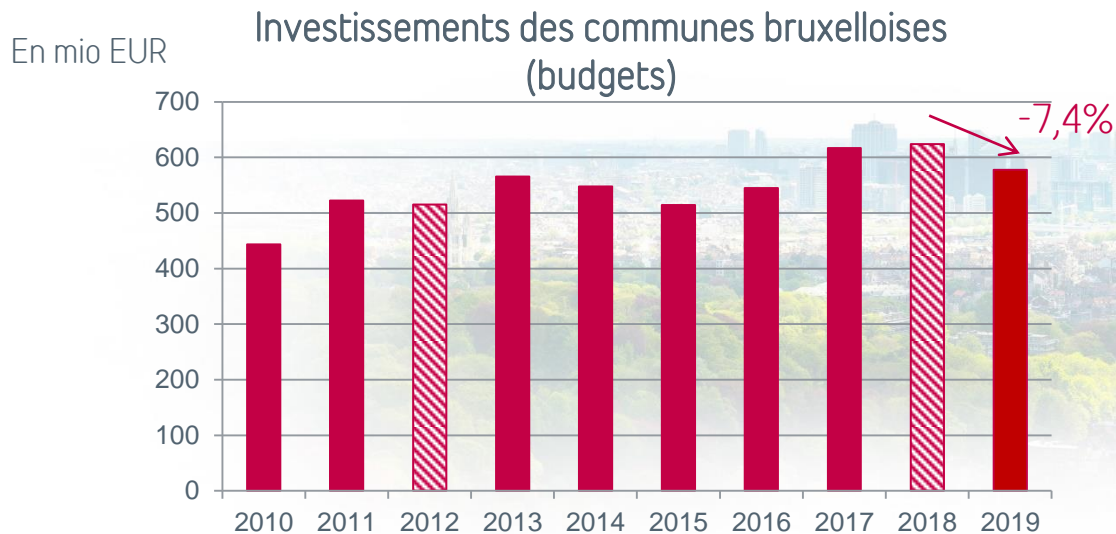




Investissements

Perspectives d'évolution des investissements à partir des budgets 2019 ?

→ 2019: recul de 7,4% mais phénomène habituel la 1^{re} année de la mandature communale («cycle d'investissement»)



À quoi les communes peuvent-elles s'attendre?

Quelles marges de manœuvre sur les recettes (2019 - 2024)?

Fiscalité



Base imposable en faible progression

- Croissance économique limitée
- Impact du tax shift sur IPP
- Impact du vieillissement sur évolution IPP
- Exonération PRI (entreprises, habitats...)

Capacités des communes d'augmenter leurs taux d'imposition?

Fonds & Subsidés



Politique de subsidiation de la Région

- Rythme de progression du fonds des communes?
- Subsidés pour le personnel?

Recettes propres



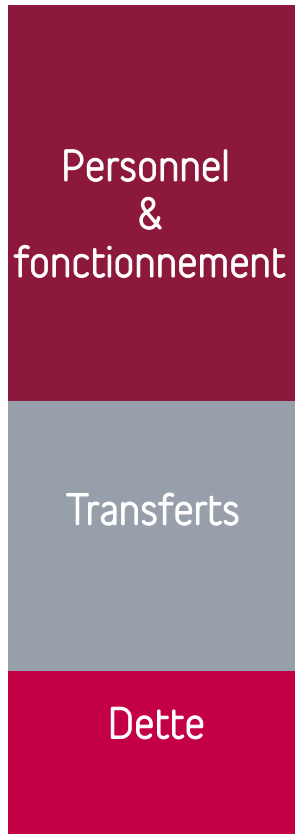
Capacités de générer d'autres recettes?

- Tarifs des prestations (droits d'entrées, frais usagers)
- Produits financiers (dividendes, intérêts)



À quoi les communes peuvent-elles s'attendre?

Quelles marges de manœuvre sur les dépenses (2019 - 2024)?



Dépenses de **personnel**

- Effet «volume» / pression sur les effectifs (ETP)
- Effet «coût»
 - accords sociaux
 - mécanisme d'indexation (+2%)
 - **Charges de pensions!!!**

Maîtrise des **dépenses de fonctionnement?**

- Prix et consommation d'énergie?
- Centrale d'achats / invest. efficacité énergétique

Couverture obligatoire du déficit d'exploitation (CPAS, ZP, ZS, Hôpitaux,...)? **Quid impact des pensions?**

Charges financières? Cf. évolution des taux d'intérêt





Des plans financiers pluriannuels
sont nécessaires,
mais actuellement
d'une grande complexité

Simulateur budgétaire: un outil d'aide à la décision

The screenshot shows the 'Simulation rapide' interface of the Symia budget simulator. The interface is divided into several sections:

- Header:** 'Simulation rapide' in a red bar, with a user profile icon on the right.
- Navigation:** A sidebar on the left with menu items: Accueil, Choix des données, Simulation rapide (highlighted), Simulation avancée, Investissement, Rapport, Upload, Licence, Citoyen, and Support Technique.
- Context:** 'Mabelleville (sic) - Economique - 2017 (Données de Compte) - Taux commune'.
- Simulation rapide:** A central area with a donut chart for '2019 - Projeté' showing 'PROPRE' at 7.56% and 'GLOBAL' at 11.95%. A 'Réinitialiser' button is below the chart. Below the chart are sliders for 'Recettes' and 'Dépenses' with categories: 'Taux addit. à l'IPP' (6.5% +0%), 'Personnel' (+0%), 'Taux addit. Au PFI' (2.900 +0%), 'Fonctionnement' (+0%), 'Autres taxes addit.' (+0%), and 'Transferts' (+0%).
- Choisir un scénario:** A section on the right with radio buttons for '2017' (selected) and '2018'. Below are tabs for 'Scénarios', 'Mes Simulations', and 'Partagées'. A list of scenarios is shown with checkboxes: 'Taux Zéro' (24/10/2018), 'Taux commune' (20/11/2018, checked), 'Taux arrondissement' (20/11/2018), 'Taux region' (20/11/2018), and 'Taux province' (20/11/2018).
- Footer:** 'Version: 0.56.2' and buttons for 'Sauvegarder la Simulation' and 'Simulation avancée'.



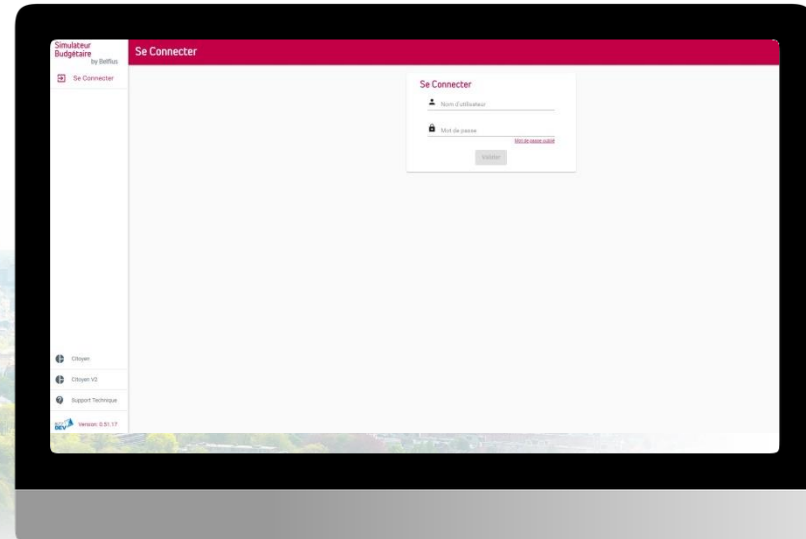
Simulateur budgétaire: un outil d'aide à la décision

Une partie publique



+

Une partie privée



- Accès libre de l'internaute via navigateurs web only
- Facultatif

- Accès payant uniquement pour la commune (fonctionnaires + mandataires)
- Module de simulation





Vers un niveau local à deux vitesses?

- 3 communes sur 4 ne pourront éviter la facture des pensions
- Grandes disparités locales au niveau du vieillissement de la population
- Impact sur les capacités d'investissement encore inconnu
- Plan pluriannuel indispensable mais très complexe actuellement